

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 143 8 mars 2007

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Sommaire :

- **D'Airbus à la chute des bourses, l'économie malade de la mainmise des financiers**
- **La génération anti-CPE confrontée aux choix politiques**

D'Airbus à la chute des bourses, l'économie malade de la mainmise des financiers

Les salariés d'Airbus et de ses sous traitants ont massivement fait grève et manifesté mardi 6 dans les rues de Toulouse, Méaulte et St Nazaire pour refuser le plan qui prévoit de supprimer 10 000 emplois en Europe, dont 4300 en France.

La révolte que suscite une telle décision, chez les salariés d'Airbus comme dans la population dans son ensemble, a contraint les principaux candidats à la présidentielle, Sarkozy, S. Royal et Bayrou, à y aller de leurs propositions pour « sauver Airbus » : l'Etat français, principal actionnaire d'EADS, pourrait participer à une augmentation du capital d'EADS, mais sans modifier en quoi que ce soit la part relative de chacun des actionnaires principaux. Autrement dit, remettre de l'argent dans la machine, tout en se gardant bien de faire quoi que ce soit pour enrayer le mécanisme qui a conduit Airbus à la situation actuelle...

Mais Gallois, le PDG d'Airbus vient de renvoyer les candidats à leur campagne : « *il n'y a pas d'urgence pour une augmentation de capital, la trésorerie d'EADS est positive...* ».

Les « restructurations » d'Airbus ne sont pas le résultat de difficultés financières, ni d'erreurs de stratégie de la direction du groupe, pas plus que celui d'une « mauvaise » négociation entre les gouvernements français et allemand. Elles ont été décidées en toute conscience par les dirigeants du groupe pour restaurer la « confiance » des actionnaires en augmentant la productivité du groupe, en particulier celle du groupe Daimler Chrysler Aerospace (22,3 % des actions), de groupe Lagardère (15 %) ainsi que de diverses institutions financières qui se partagent plus du tiers des actions.

Ces derniers ne s'y sont pas trompés, puisque l'action EADS était la seule action à la hausse à la Bourse de Paris, mardi 27, alors que le CAC40 baissait de plus de 3 % !

La situation d'Airbus, celle d'une entreprise en pleine santé qui licencie un cinquième de ses effectifs en

France n'est pas un cas exceptionnel. Elle est au contraire bien caractéristique de la maladie chronique du capitalisme, qui accumule en permanence les profits entre les mains d'une minorité, et génère chômage et inégalités sociales pour la grande majorité, dans le cadre de son fonctionnement le plus « normal ».

Mais cette maladie peut aussi avoir des phases aiguës, comme vient de le rappeler le brutal mouvement de baisse qui a frappé les Bourses la semaine dernière. La Bourse de Shanghai chuté de près de 9 % mardi 27, suivie par celle de New York, et par l'ensemble des Bourses du monde entier. La Bourse de Shanghai s'est stabilisée dès le lendemain, mais la chute des autres, limitée le premier jour aux alentours de 3 %, s'est poursuivie pendant la semaine qui a suivi, pour se calmer mardi 6 mars.

Le « miracle chinois » : spéculation, corruption, anarchie des investissements préparent la crise et aggravent les inégalités sociales

Si pour les apologistes du système, la Chine serait la preuve vivante que le capitalisme n'a pas fait son temps, qu'il serait même « indépassable », la réalité est tout autre.

Il aura suffi d'une rumeur concernant la création d'une commission de lutte contre la spéculation pour que la panique gagne la Bourse de Shanghai, entraînant une chute de 9 % de la valeur des actions.

Cette secousse boursière a eu lieu quelques jours avant que s'ouvre à Pékin la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire chinoise, qui réunit, jusqu'au 16 mars, 3000 délégués venus de toutes les provinces. Dans son discours d'ouverture, le premier ministre chinois Wen Jiabo a présenté les « objectifs » pour l'année à venir : limiter la croissance à 8 %, lutter contre la spéculation, mettre fin à la corruption, et faire que cette croissance soit plus juste, mieux répartie à toute la population chinoise...

Le discours du premier ministre chinois, comme ceux en France de Sarkozy ou de S. Royal, sont au mieux des déclarations de bonnes intentions pour tenter de calmer à une contestation sociale au bord de l'explosion. Mais le gouvernement chinois n'a ni la volonté ni les moyens de s'opposer à l'anarchie du développement capitaliste ni même de contrôler réellement celui-ci.

La destruction, en une journée, de 80 milliards de dollars occasionnée par la chute de 9 % des valeurs de la Bourse de Shanghai est significative de la taille de la bulle spéculative qui touche l'économie chinoise et de l'ampleur des risques qu'elle lui fait courir. Les perspectives de profit associées au développement des entreprises chinoises poussent les actions à la hausse, créant une surchauffe boursière qui a atteint 130 % en un an, et n'attend, pour se dégonfler, que des occasions comme celle du mardi 27.

Cette boulimie financière s'accompagne d'investissements anarchiques, qui préparent une crise de « surcapacité », version moderne des crises de surproduction décrites par Marx. Poussées par la perspective de l'immense marché potentiel que constitue la population chinoise, des entreprises se créent massivement. Mais le marché solvable chinois se développe bien moins vite que les capacités de production des entreprises. Avec la production en flux tendu, la production s'arrête avant que des stocks de marchandises sans acheteur ne se constituent. S'il n'y a pas « surproduction », production de marchandises en trop, toute une partie de l'appareil productif ainsi créé, usines et salariés, devient inutile et sera détruit, entraînant fermetures d'usines et licenciements massifs.

Parallèlement, la croissance chinoise s'accompagne d'une aggravation considérable des inégalités sociales, marquées en particulier par la ruine et l'expropriation de millions de petits paysans, transformés en prolétaires, s'agglutinant aux abords des grandes villes industrielles, campant sur leurs trottoirs, dans l'espoir d'y trouver du travail.

La révolte qui couve dans les classes populaires contre une situation sociale de plus en plus insupportable est d'autant plus forte que dans l'appareil d'Etat règne la corruption la plus éhontée. « *Force est de constater, que, dans bon nombre de pouvoirs publics locaux, de départements et d'institutions, on n'hésite pas à faire étalage du faste, à manifester un goût marqué pour le luxe et à gérer les fonds publics avec prodigalité* », dit Wen Jiabo. Un doux euphémisme...

Le peuple n'a bien entendu pas été oublié : « *Nous devons mettre le peuple au premier plan, promouvoir un progrès plus rapide des programmes sociaux et nous assurer que l'ensemble de la population partage les fruits de la réforme et du développement* »... Mais il faudra bien plus que des discours officiels pour

instaurer l'« *harmonie sociale* » que promettaient les dirigeants chinois au moment où ils ouvraient les frontières du pays au libre échange.

En Chine s'accumulent de façon massive et explosive toutes les contradictions du système capitaliste, l'aggravation de plus en plus insupportable des inégalités sociales, et les conditions d'une crise financière et de surproduction.

Aux USA, la fin d'un cycle ?

La chute boursière chinoise s'est accompagnée, de façon synchrone, d'une chute de l'ensemble des Bourses du monde. A l'onde de choc créée par la secousse chinoise est venue s'ajouter, sur la Bourse de New-York, l'annonce des mauvais résultats de l'économie américaine, en particulier dans l'industrie automobile et l'immobilier. La croissance semble s'essouffler aux Etats-Unis, 2,2 % pour le dernier trimestre 2006 au lieu des 3,5 % attendus. Pour l'ancien président de la FED, Greenspan, « *les marges bénéficiaires ont commencé à baisser. C'est un signe avant-coureur qui montre que nous sommes dans les dernières phases d'un cycle* ».

Après une phase de croissance relativement soutenue, une phase de récession se profile. Pour la Bourse, c'est l'annonce d'une baisse des perspectives de dividendes. C'est le signal que le moment est venu de récupérer le capital en vendant des actions avant qu'elles ne baissent. Un mouvement qui peut s'emballer, et que les responsables économiques, comme le président actuel de la FED, Ben Bernanke, cherchent à endiguer en jouant les optimistes, en assurant que « *les fondamentaux sont bons* » et que l'on peut raisonnablement attendre « *un certain renforcement de l'économie au milieu de l'année* »...

Le mini-krach qui s'est propagé de façon quasi instantanée à l'ensemble des Bourses témoigne du degré d'imbrication existant entre les grands groupes financiers internationaux et les différentes économies nationales. Des masses toujours plus grandes de capitaux, gonflés par la spéculation, circulent à la recherche de profits qui croissent bien moins vite.

Cette circulation est polarisée par deux géants aux intérêts contradictoires, mais intimement liés. La Chine où le développement économique nourrit spéculation, corruption et investissements douteux et où s'accumulent tous les éléments d'une violente crise économique et politique. Les Etats-Unis, première puissance impérialiste, qui capte la majorité des richesses du monde, mais où s'accumulent déséquilibres économiques et financiers.

Les liens financiers qui se sont tissés entre les diverses économies mondiales, et particulièrement entre les Etats-Unis et la Chine (les Etats-Unis sont les premiers exportateurs de capitaux vers la Chine, tandis que la Chine est le deuxième détenteur mondial d'obligations du Trésor américain, les titres de la dette abyssale de l'Etat US) rendent inévitable la propagation d'une crise financière qui démarrerait à l'un ou à l'autre de ces pôles. Il suffirait que la bourse ou que les banques chinoises s'effondrent pour que la crise se répercute immédiatement aux Etats-Unis. Réciproquement, une chute des Bourses américaines en réponse à la récession aux USA entraînerait une pénurie de capitaux en Chine, déclenchant une crise en retour.

Plan d'urgence pour empêcher les gros actionnaires de nuire

La réalité du capitalisme mondialisé est devant nos yeux. Dans sa vie « ordinaire », pourrait-on dire, la « croissance » dont patrons et gouvernements font leur credo, accentue les inégalités sociales, génère le chômage. En même temps s'accumulent des contradictions qui préparent des crises, dont le mini-krach boursier mondial de la semaine passée n'est qu'un signe avant-coureur.

Cette situation n'a rien d'une fatalité à laquelle il serait impossible de se soustraire. Accroissement des inégalités sociales, du chômage, et accumulation des éléments d'une crise économique, sont deux facettes indissociables du fonctionnement d'une société soumise à la dictature de grands groupes financiers concurrents.

La mise en œuvre d'un véritable plan d'urgence est indispensable pour mettre un coup d'arrêt à la dégradation continue de nos conditions de vie. Il mettra fin, du même coup, à l'accumulation des ingrédients d'une crise économique annoncée.

Il suppose une incursion profonde des travailleurs et de la population laborieuse dans le domaine où se prennent les véritables décisions, celui des véritables maîtres de la société, les actionnaires des grands groupes financiers.

Cela passe par :

- Enlever à ces grands actionnaires leur pouvoir de nuisance en les expropriant et en regroupant l'ensemble des institutions financières en une seule institution centralisée, contrôlée par les travailleurs et les classes populaires.
- Mettre fin au casino boursier, et assurer le contrôle des travailleurs et des classes populaires sur les investissements. C'est la condition pour que les capitaux servent à satisfaire en priorité les besoins, et non à alimenter la spirale spéculative.
- Mettre en place une planification démocratique des productions, se substituant à l'anarchie capitaliste et à la dictature des grands donneurs d'ordre.

Eric Lemel



La génération anti-CPE confrontée aux choix politiques

Le mouvement de l'année dernière contre la loi sur l'égalité des chances et le CPE a confirmé l'émergence dans la jeunesse d'une nouvelle génération militante.

Par leur indépendance, leur radicalité, leur volonté d'auto-organisation et de démocratie, la jonction qu'ils ont su établir avec le monde du travail, entraînant la solidarité des salariés, les jeunes ont réussi à faire reculer le pouvoir en imposant, au plus haut du rapport de force, le retrait du CPE après que la loi avait été votée.

Et bien au-delà du rejet du CPE et de la LEC, le soulèvement de la jeunesse, en écho à la révolte des banlieues, a révélé la profondeur de la crise sociale et exprimé le mécontentement accumulé par tous face à une situation qui ne cesse de se dégrader.

Aujourd'hui, avec les élections présidentielles, la génération anti-CPE se trouve devant un choix politique. Le débat qui s'ouvre l'interpelle, la renvoie à son propre combat. S'emparer de la campagne pour y porter leur révolte, s'appuyer sur la richesse de leur expérience de mobilisation pour prolonger leur lutte sur le terrain politique, celui d'une contestation sociale globale, voilà l'enjeu auquel les jeunes sont confrontés.

Emergence d'une nouvelle génération militante

Depuis la dernière élection présidentielle et les grandes manifestations contre Le Pen, c'est toute une génération qui a fait l'expérience de la lutte sociale et politique, avec la conscience, parfois claire, parfois plus diffuse, que du combat dépendait son avenir, celui de la société.

Ces dernières années ont en effet été marquées par des mobilisations massives de la jeunesse au côté des salariés : contre la guerre en Irak en 2003, contre la casse de l'éducation, le renforcement de la sélection et des inégalités avec les luttes contre le LMD sur les facs et celle des lycéens contre la loi Fillon, par son vote massif contre le traité constitutionnel européen, par sa solidarité au côté des profs et des parents pour la régularisation des jeunes sans-papiers... et enfin par la lutte contre la loi sur l'égalité des chances et le CPE. Parallèlement, les luttes des jeunes salariés et précaires se développent comme leur syndicalisation. Et ceux qui parmi les jeunes sont les plus touchés par la précarité et les discriminations se sont eux aussi soulevés dans les banlieues en décembre 2005, avec leur niveau de conscience, répondant spontanément à la violence sociale qui s'exerce contre eux.

Les luttes des jeunes se multiplient, se succèdent, se font écho et s'alimentent, convergent, participant au murissement de la crise sociale et politique actuelle. La mobilisation contre le CPE en a été le point culminant.

Aujourd'hui, avec la campagne, s'ouvre un nouveau temps politique important. Et les questions que les jeunes ont soulevées et portées par leurs mobilisations sur le devant de la scène sont maintenant débattues dans la campagne. A travers ce débat, ils peuvent confronter leurs préoccupations et leurs aspirations aux politiques des uns et des autres et sont amenés à mesurer le fossé entre eux et les partis institutionnels. Et surtout, formuler leurs propres aspirations en termes politiques, c'est-à-dire en tant que perspectives pour l'ensemble de la société.

Une révolte profonde

L'irruption de la jeunesse dans la rue au printemps dernier a été l'expression d'une révolte profonde à laquelle le CPE a servi de catalyseur, la révolte d'une génération face à une société bloquée qui hypothèque son avenir. C'est sur la base de cette révolte, ce refus de la fatalité, qu'elle a gagné la sympathie de la très grande majorité de la population.

A travers le rejet du CPE et de la loi sur l'égalité des chances, se sont affirmés le refus de la précarité et l'exigence d'un emploi stable pour tous, jeunes et moins jeunes. Et si pour beaucoup le retrait du CPE a été reçu, sans illusion, comme une victoire mais une victoire qui ne suffira pas, c'est parce que les préoccupations et les aspirations qui ont nourri les débats et la mobilisation étaient bien plus vastes et touchaient à des questions plus fondamentales.

En s'opposant à la mise en œuvre d'un contrat précaire, première étape de la casse annoncée de l'ensemble du droit du travail, c'est directement à l'exploitation capitaliste, à la baisse du coût du travail qui se traduit par l'aggravation de la précarité pour tous, que les jeunes se sont attaqués. Et c'est cette donnée objective qui a permis que se pose la nécessité de l'élargissement à l'ensemble du monde du travail.

Mais la jeunesse n'a pas eu pleinement conscience du contenu politique de son combat, contenu qui, poussé jusqu'au bout, pose la nécessité de la rupture avec le capitalisme. C'est, d'une certaine façon, un bilan qu'elle est appelée à faire dans ce temps politique, pour mieux dégager ses propres perspectives.

A travers la campagne, donner un contenu politique à l'expérience passée

Le mouvement des jeunes s'est trouvé confronté aux problèmes politiques qui sont ceux du mouvement ouvrier dans la période actuelle. Il a été le terrain de confrontations autour des questions de mots d'ordre et de modes d'action, entre crainte d'une trop grande radicalité du mouvement, confiance dans les parlementaires PS pour s'opposer à un nouveau contrat précaire d'un côté et recherche de la solidarité avec les travailleurs, défense de la démocratie des AG de l'autre.

Une maturation est nécessaire pour qu'une plus large fraction se dégage des raisonnements institutionnels, s'émancipe de la politique des directions syndicales et des partis parlementaires. Mais la question des suites à donner au mouvement de la jeunesse est d'une totale actualité. Oui, pour les jeunes et le mouvement social, la campagne participe de la préparation de la contre offensive générale de la jeunesse et du monde du travail contre la précarité, pour imposer la garantie d'un emploi stable pour tous.

Les problèmes politiques posés par le mouvement se reposent aujourd'hui dans la campagne électorale en termes politiques.

Une partie des jeunes qui ont participé au mouvement se retrouvent dans la gauche institutionnelle, dans la gauche de Bruno Julliard, dirigeant de l'UNEF, et ainsi pensent faire barrage à Sarkozy en votant Royal. Cependant le décalage entre le « pacte » social-libéral de Royal et le contenu et la portée des luttes de la jeunesse ne peut apparaître pour eux que plus clairement au fur et à mesure que la campagne, ses débats et ses clarifications, se développent. La confiance dans leur propre lutte en lien avec l'ensemble des salariés, comme seule réponse à la crise sociale, est un processus qui se construit. Dans ce processus, la campagne est une étape pour affirmer une politique d'indépendance vis-à-vis de la gauche de gouvernement, afin que la

jeunesse fasse entendre sa propre voix, celle de ses combats contre la précarité et les inégalités de ces dernières années.

C'est à travers le débat, que les jeunes pourront se convaincre, par l'expérience, que leurs aspirations sont incompatibles avec la politique des partis du libéralisme.

La génération anti-CPE, pour poursuivre son combat, est appelée à tirer sur le terrain politique les enseignements de la lutte du printemps dernier. Aller au delà du retrait du CPE, rentrer en lutte contre la précarité, c'est rentrer en affrontement direct avec la logique du système. En finir avec le chômage, garantir un emploi stable et correctement rémunéré à tous ne peut se faire sans remettre profondément en cause l'exploitation capitaliste. Le capitalisme se nourrit des inégalités, pour générer les profits colossaux nécessaires à son fonctionnement, il a besoin d'une main d'œuvre toujours moins chère, plus « flexible », plus précaire et sans droits.

Et la question de fond, qui se pose aujourd'hui à travers la campagne est celle du choix de société. Accepter la domination de la finance, quand bien même moralisée, humanisée ou régulée, ou lutter pour une autre répartition des richesses en s'attaquant au pouvoir et à la propriété privée capitaliste et financière. La lutte pour une autre répartition du travail et des richesses est une lutte politique, elle conteste directement le pouvoir des patrons et leur Etat.

Le mouvement de la jeunesse a posé par lui-même la question des revendications politiques et démocratiques. La campagne est l'occasion d'un murissement, pour que les jeunes prennent pleinement conscience du sens de leur propre contestation sociale, s'approprient les idées de leur propre radicalisme, les idées anticapitalistes et révolutionnaires.

Vincent Campbell et Clarisse Fango



**N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.**